



Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie

**Mesdames et Messieurs les Présidentes et
Présidents de conseil départemental**

**Mesdames et Messieurs les Payeuses et Payeurs
départementaux**

La Directrice

Paris, le

24 JUIL. 2024

Dossier suivi par :

Benny Andersson BLANCHET

Contact : benny-andersson.blanchet@cnsa.fr (copie : saad@cnsa.fr)

Objet : Contribution au financement de mesures salariales dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) mentionné aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Versement du solde au titre de l'année 2023

P.J. :

Annexe 1 : Tableau des montants définitifs des soldes par département de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 au titre de l'année 2023

Copies :

Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP

Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

I. Rappel du contexte réglementaire et montant définitif du concours

• Réglementation applicable au titre de l'année 2023

L'article 47 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, précisé par le décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, prévoit l'attribution par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) d'une aide à destination des départements qui financent un dispositif de soutien à destination des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), consécutivement :

- À la conclusion d'accords collectifs de branche, postérieurement au 1^{er} avril 2021, en matière de revalorisation salariale
- Au versement d'une prime de revalorisation d'un montant correspondant à 49 points d'indice majoré à des agents territoriaux exerçant des missions d'aide à domicile auprès des personnes âgées ou de personnes handicapées. Cette prime de revalorisation a été convertie en complément de traitement indiciaire (CTI), obligatoire et applicable à compter du 1^{er} avril 2022, par la loi de finances rectificative du 16 août 2022 et dont les modalités de mise en œuvre sont précisées par le décret d'application n°2022-1497 du 30 novembre 2022.

- **Montant de la contribution de la CNSA**

L'aide financière de la CNSA ne peut excéder 50 % des coûts supportés par les départements, dans la limite d'un montant global porté à 261 millions d'euros par an. Ce montant est fixé par l'article 80 de la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023.

Pour 2023, après communication par les départements de leurs données, le montant de l'aide financière définitive s'élève à **221,69 M€**, dont **21,55 M€** pour les SAAD relevant de la fonction publique territoriale et **200,15 M€** pour les SAAD privés éligibles.

II. Modalités de calcul des soldes notifiés

- **Mise en place du CTI dans les SAAD de la fonction publique territoriale :**

Le décret n°2022-740 prévoit que le montant de l'aide allouée à chaque département au titre de la mise en place du CTI dans les SAAD de la fonction publique territoriale (FPT) est égal à la somme, par département, du calcul suivant appliqué à chacun des SAAD FPT éligibles au financement :

Nombre d'équivalent temps plein (ETP) d'aide à domicile du service multiplié par le rapport entre le nombre d'heures APA, PCH et aide-ménagère du service et le total des heures réalisées par ce service, puis **multiplié par le montant forfaitaire**.

Pour le calcul du solde 2023, le nombre d'ETP et d'heures prestées 2023 d'APA, de PCH et d'aide-ménagère déclarées par les départements pour chaque SAAD éligible a été pris en compte.

Le montant forfaitaire annuel, établi par la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS), s'élève à 3 435 €¹ pour l'année 2023 pour les SAAD relevant de la Fonction Publique Territoriale. La compensation de la CNSA est calculée sur la base de 50% de ce montant, ce qui conduit à un montant forfaitaire annuel de **1 717,50 €**. Cette valeur intègre les revalorisations du point d'indice de la fonction publique opérées à compter du mois juillet 2023.

Il est à noter que la compensation de la CNSA ne peut excéder 50% des coûts réellement supportés par le département dans le cadre du dispositif.

- **Revalorisations salariales de branche dans le secteur privé :**

Le décret n°2022-740 prévoit que le montant de l'aide allouée en année N à chaque département au titre des revalorisations salariales de branche dans le secteur privé est égal à :

Nombre d'heures d'activité réalisées en année N au titre de l'APA, de la PCH et de l'aide-ménagère par les SAAD concernés, **multiplié par un montant forfaitaire** utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

¹ Coût superbrut moyen en année pleine 2023.

Pour le calcul du solde 2023, le nombre d'heures 2023 d'APA, de PCH et d'aide-ménagère déclarées par les départements pour chaque SAAD éligible a été pris en compte.

Le montant forfaitaire utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie est égal à **2,05 €**. Ce montant correspond à 50% du coût moyen horaire des avenants 43, 51 et 52, diminué des coûts de l'augmentation du SMIC qui ont vocation à être pris en compte dans l'évolution du tarif plancher. Ce coût moyen est estimé à 4,10€.

La compensation de la CNSA ne peut excéder 50% des coûts effectivement supportés par le département au titre du dispositif.

III. Calcul et versement du solde 2023

Les montants des soldes à verser et des trop-perçus à récupérer, mentionnés en annexe, ont été déterminés en soustrayant du montant définitif de l'aide le montant d'acompte notifié par la CNSA dans la notification du 4 août 2023. L'annexe comporte les éléments de notification pour les départements pour lesquels la CNSA verse un solde. Ce solde peut être positif ou négatif. Dans la mesure où le montant définitif du concours est inférieur à l'acompte versé, le département sera concerné par un trop-perçu qui sera repris sur l'exercice suivant.

Aucune aide n'est versée aux départements qui ne participent pas à l'un ou l'autre de ces dispositifs de revalorisation salariale. De même, aucune aide n'est versée aux départements n'ayant pas communiqué d'états détaillés et d'attestations au titre de l'année 2023.

La présente notification ainsi que le tableau des montants (Annexe n° 1) sont publiés sur le **site internet de la CNSA** (www.cnsa.fr) > « Budget et Financement » > « Financement du soutien à domicile ». Document consultable en bas de page dans la rubrique « Documents à télécharger ».

IV. Délais de recours

Le présent document peut être contesté pendant deux mois à compter de sa date de notification. Le recours éventuel est à adresser à la directrice de la CNSA. En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La direction du financement de l'offre est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.


Virginie MAGNANT

Annexe 1 : Tableau des montants définitifs des soldes par département, au titre de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, pour l'année 2023

Départements/Collectivités	Montant définitif des dépenses déclarées par le département/la collectivité, au titre de l'année 2023, en application de l'article 1er du décret n° 2022-740	Montant définitif des dépenses réellement supportées, déclarées et retenues par la CNSA, au titre de l'année 2023, en application de l'article 1er du décret n° 2022-740*	Montant définitif versé par la CNSA (SAAD privés et FPT)	Montant des acomptes versés par la CNSA **	Montant des soldes à verser et trop perçus à reprendre par la CNSA pour l'exercice 2023.
01 - Ain	4 385 515,80 €	4 385 515,80 €	2 192 757,90 €	1 968 400,00 €	224 357,90 €
02 - Aisne	4 462 293,54 €	4 462 293,54 €	2 231 146,77 €	2 138 500,00 €	92 646,77 €
03 - Allier	3 964 765,09 €	3 964 765,09 €	1 982 382,55 €	1 405 600,00 €	576 782,55 €
04 - Alpes de Haute Provence	1 384 202,00 €	1 384 202,00 €	674 440,55 €	445 300,00 €	229 140,55 €
05 - Alpes (Hautes-)	1 513 161,29 €	1 513 161,29 €	756 580,65 €	545 200,00 €	211 380,65 €
06 - Alpes-Maritimes	2 413 143,60 €	2 413 143,60 €	1 206 571,80 €	696 000,00 €	510 571,80 €
07 - Ardèche	3 494 108,44 €	3 494 108,44 €	1 747 054,22 €	1 452 000,00 €	295 054,22 €
08 - Ardennes	2 717 864,14 €	2 717 864,14 €	1 338 094,35 €	1 182 100,00 €	155 994,35 €
09 - Ariège	1 247 820,02 €	1 247 820,02 €	568 962,45 €	464 000,00 €	104 962,45 €
10 - Aube	2 404 394,25 €	2 404 394,25 €	1 202 197,13 €	988 300,00 €	213 897,13 €
11 - Aude	3 374 070,23 €	3 374 070,23 €	1 687 031,76 €	1 375 000,00 €	312 031,76 €
12 - Aveyron	4 198 319,20 €	4 198 319,20 €	2 099 159,60 €	1 747 300,00 €	351 859,60 €
13 - Bouches-du-Rhône	18 145 416,00 €	18 145 416,00 €	8 981 458,60 €	7 456 000,00 €	1 525 458,60 €
14 - Calvados	5 728 926,89 €	5 728 926,89 €	2 814 546,83 €	0,00 €	2 814 546,83 €
15 - Cantal	2 432 110,98 €	2 432 110,98 €	1 216 055,49 €	1 039 700,00 €	176 355,49 €
16 - Charente	4 402 711,01 €	4 402 711,01 €	1 702 935,39 €	1 578 300,00 €	124 635,39 €
17 - Charente-Maritime	6 050 065,27 €	6 009 885,36 €	2 722 613,15 €	2 347 300,00 €	375 313,15 €
18 - Cher	3 033 606,14 €	3 033 606,14 €	1 274 551,52 €	1 054 500,00 €	220 051,52 €
20 - Corse	7 054 297,08 €	7 054 297,08 €	3 527 148,54 €	3 023 900,00 €	503 248,54 €
21 - Côte-d'Or	1 384 838,00 €	1 384 838,00 €	692 419,00 €	615 900,00 €	76 519,00 €
22 - Côtes-d'Armor	8 669 879,75 €	8 669 879,75 €	2 405 385,13 €	2 320 300,00 €	85 085,13 €
23 - Creuse	2 127 269,13 €	2 127 269,13 €	1 063 634,57 €	918 500,00 €	145 134,57 €
24 - Dordogne	5 666 278,85 €	5 666 278,85 €	2 570 711,87 €	2 065 200,00 €	505 511,87 €
25 - Doubs	3 300 439,05 €	3 300 439,05 €	1 650 219,52 €	1 467 400,00 €	182 819,52 €
26 - Drôme	6 194 544,47 €	6 194 544,47 €	3 095 423,24 €	2 597 100,00 €	498 323,24 €
27 - Eure	5 176 964,16 €	5 176 964,16 €	1 799 721,82 €	1 428 700,00 €	371 021,82 €
28 - Eure-et-Loir	2 616 545,22 €	2 616 545,22 €	1 168 884,59 €	1 131 400,00 €	37 484,59 €
29 - Finistère	6 915 754,92 €	6 679 747,27 €	3 339 873,63 €	3 108 600,00 €	231 273,63 €
30 - Gard	5 994 918,00 €	5 994 918,00 €	2 997 459,00 €	2 617 600,00 €	379 859,00 €
31 - Haute-Garonne	11 853 720,74 €	11 777 593,91 €	4 968 637,01 €	4 503 300,00 €	465 337,01 €
32 - Gers	2 592 284,70 €	2 592 284,70 €	1 296 142,35 €	1 042 800,00 €	253 342,35 €
33 - Gironde	14 581 415,32 €	14 581 415,32 €	7 058 442,21 €	6 099 900,00 €	958 542,21 €
34 - Hérault	17 013 995,13 €	17 013 995,13 €	8 506 997,56 €	7 301 500,00 €	1 205 497,56 €
35 - Ille-et-Vilaine	12 151 918,59 €	12 151 918,59 €	3 484 992,67 €	3 000 500,00 €	484 492,67 €
36 - Indre	2 718 884,60 €	2 718 884,60 €	1 229 998,59 €	989 000,00 €	240 998,59 €
37 - Indre-et-Loire	5 809 329,98 €	5 809 329,98 €	2 733 324,63 €	2 304 100,00 €	429 224,63 €
38 - Isère	6 452 506,43 €	6 381 514,30 €	3 152 350,59 €	2 924 200,00 €	228 150,59 €
39 - Jura	1 603 596,10 €	1 603 596,10 €	771 326,85 €	641 400,00 €	129 926,85 €
40 - Landes	4 566 315,70 €	4 566 315,70 €	1 918 989,39 €	1 686 700,00 €	232 289,39 €
41 - Loir-et-Cher	2 382 000,67 €	2 382 000,67 €	1 191 000,34 €	991 500,00 €	199 500,34 €
42 - Loire	8 833 881,00 €	8 833 881,00 €	3 690 020,50 €	2 921 700,00 €	768 320,50 €
43 - Loire (Haute-)	2 458 877,07 €	2 458 877,07 €	1 229 438,54 €	889 000,00 €	340 438,54 €
44 - Loire-Atlantique	6 270 260,02 €	6 270 260,02 €	3 135 130,01 €	2 524 300,00 €	610 830,01 €
45 - Loiret	3 654 950,87 €	3 654 950,87 €	1 827 474,55 €	1 630 400,00 €	197 074,55 €
46 - Lot	1 690 804,54 €	1 652 045,34 €	826 022,67 €	764 700,00 €	61 322,67 €
47 - Lot-et-Garonne	3 592 936,27 €	3 592 936,27 €	1 796 468,14 €	1 785 200,00 €	11 268,14 €
48 - Lozère	998 229,06 €	998 229,06 €	499 114,53 €	387 200,00 €	111 914,53 €
49 - Maine-et-Loire	4 055 431,69 €	4 055 431,69 €	1 555 751,15 €	1 449 700,00 €	106 051,15 €
50 - Manche	3 509 885,00 €	3 509 885,00 €	1 754 942,50 €	1 409 000,00 €	345 942,50 €
51 - Marne	2 742 976,00 €	2 742 976,00 €	1 371 488,00 €	1 215 300,00 €	156 188,00 €

Annexe 1 : Tableau des montants définitifs des soldes par département, au titre de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, pour l'année 2023

Départements/Collectivités	Montant définitif des dépenses déclarées par le département/la collectivité, au titre de l'année 2023, en application de l'article 1er du décret n° 2022-740	Montant définitif des dépenses réellement supportées, déclarées et retenues par la CNSA, au titre de l'année 2023, en application de l'article 1er du décret n° 2022-740*	Montant définitif versé par la CNSA (SAAD privés et FPT)	Montant des acomptes versés par la CNSA **	Montant des soldes à verser et trop perçus à reprendre par la CNSA pour l'exercice 2023.
52 - Marne (Haute-)	2 084 703,69 €	2 084 703,69 €	1 042 351,84 €	800 300,00 €	242 051,84 €
53 - Mayenne	2 167 203,45 €	2 167 203,45 €	820 888,81 €	695 700,00 €	125 188,81 €
54 - Meurthe-et-Moselle	7 808 204,00 €	7 808 204,00 €	3 060 703,30 €	2 635 400,00 €	425 303,30 €
55 - Meuse	1 280 935,23 €	1 280 935,23 €	640 467,62 €	640 500,00 €	-32,38 €
56 - Morbihan	6 599 018,85 €	6 599 018,85 €	2 889 916,71 €	2 310 100,00 €	579 816,71 €
57 - Moselle	3 213 600,00 €	3 213 600,00 €	1 606 800,00 €	1 549 000,00 €	57 800,00 €
58 - Nièvre	2 360 109,38 €	2 360 109,38 €	1 180 054,69 €	786 500,00 €	393 554,69 €
59 - Nord	22 349 758,55 €	22 349 758,55 €	11 174 877,32 €	8 760 400,00 €	2 414 477,32 €
60 - Oise	3 379 392,06 €	3 379 392,06 €	1 689 696,03 €	1 461 600,00 €	228 096,03 €
61 - Orne	3 503 603,43 €	3 121 421,22 €	1 560 710,61 €	1 547 800,00 €	12 910,61 €
62 - Pas-de-Calais	26 538 624,60 €	26 538 624,60 €	10 727 554,64 €	8 549 200,00 €	2 178 354,64 €
63-Puy-de-Dôme	2 655 022,66 €	2 621 194,79 €	1 310 597,40 €	1 657 800,00 €	-347 202,60 €
64 - Pyrénées Atlantiques	7 136 486,68 €	7 136 486,68 €	2 973 879,48 €	2 489 700,00 €	484 179,48 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	3 877 125,00 €	3 877 125,00 €	1 938 562,50 €	1 614 700,00 €	323 862,50 €
66 - Pyrénées-Orientales	4 453 877,39 €	4 453 877,39 €	2 222 274,85 €	1 700 800,00 €	521 474,85 €
67-68 -Collectivité Européenne d'Alsace	7 787 356,04 €	7 787 356,04 €	3 492 546,05 €	3 130 800,00 €	361 746,05 €
69 - Rhône	3 336 070,00 €	3 336 070,00 €	1 367 788,70 €	1 248 300,00 €	119 488,70 €
69M - Métropole de Lyon	6 668 032,08 €	6 668 032,08 €	2 708 256,13 €	2 180 300,00 €	527 956,13 €
70 - Saône (Haute-)	2 018 191,34 €	2 018 191,34 €	1 009 095,67 €	801 300,00 €	207 795,67 €
71 - Saône -et-Loire	5 077 681,47 €	5 077 681,47 €	2 538 840,74 €	2 104 900,00 €	433 940,74 €
72 - Sarthe	4 300 810,63 €	4 300 810,63 €	1 548 449,61 €	1 289 000,00 €	259 449,61 €
73 - Savoie	2 562 359,62 €	2 562 359,62 €	1 281 179,81 €	1 060 300,00 €	220 879,81 €
74 - Savoie (Haute-)	4 338 876,25 €	4 338 876,25 €	2 169 438,13 €	2 117 800,00 €	51 638,13 €
75 - Paris	6 503 099,22 €	6 503 099,22 €	3 243 076,47 €	2 799 300,00 €	443 776,47 €
76 - Seine-Maritime	13 500 797,61 €	13 500 797,61 €	5 916 387,50 €	4 872 200,00 €	1 044 187,50 €
77 - Seine et Marne	4 598 691,22 €	4 598 691,22 €	2 130 755,92 €	2 139 000,00 €	-8 244,08 €
79 - Sèvres (Deux-)	1 896 722,82 €	1 896 722,82 €	948 361,41 €	767 400,00 €	180 961,41 €
80 - Somme	4 885 270,17 €	4 885 270,17 €	2 272 003,88 €	1 831 700,00 €	440 303,88 €
81 - Tarn	4 117 817,57 €	4 117 817,57 €	2 058 908,79 €	1 636 900,00 €	422 008,79 €
82 - Tarn-et-Garonne	3 053 619,03 €	3 053 619,03 €	1 526 809,51 €	1 282 000,00 €	244 809,51 €
83 - Var	8 838 106,86 €	8 838 106,86 €	4 329 635,14 €	2 857 800,00 €	1 471 835,14 €
84 - Vaucluse,	2 164 040,93 €	2 164 040,93 €	1 082 020,46 €	900 000,00 €	182 020,46 €
85 - Vendée	4 322 603,33 €	4 322 603,33 €	1 900 135,33 €	1 637 200,00 €	262 935,33 €
86 - Vienne	3 809 276,19 €	3 809 276,19 €	1 719 162,30 €	1 576 800,00 €	142 362,30 €
87 - Vienne (Haute-)	2 513 468,53 €	2 513 468,53 €	1 256 734,27 €	1 032 100,00 €	224 634,27 €
88 - Vosges	3 991 659,00 €	3 991 659,00 €	1 130 638,55 €	1 007 000,00 €	123 638,55 €
89 - Yonne	2 405 820,65 €	2 405 820,65 €	1 202 910,33 €	1 183 100,00 €	19 810,32 €
90 - Belfort (Territoire de)	1 333 451,20 €	1 333 451,20 €	666 725,60 €	518 700,00 €	148 025,60 €
91 - Essonne	4 700 279,22 €	4 700 279,22 €	1 851 860,23 €	2 251 100,00 €	-399 239,77 €
93 - Seine-Saint-Denis	5 190 616,46 €	5 190 616,46 €	2 595 308,23 €	1 967 800,00 €	627 508,23 €
94 - Val-de-Marne	2 381 708,66 €	2 381 708,66 €	1 190 854,33 €	1 083 200,00 €	107 654,33 €
95 - Val-d'Oise	2 441 315,35 €	2 441 315,35 €	1 197 022,27 €	955 300,00 €	241 722,27 €
971 - Guadeloupe	3 381 647,86 €	3 381 647,86 €	1 690 823,93 €	1 095 300,00 €	595 523,93 €
972 - Martinique	5 383 130,13 €	5 383 130,13 €	2 691 565,07 €	1 145 200,00 €	1 546 365,07 €
973 - Guyane	291 920,82 €	291 920,82 €	136 410,11 €	0,00 €	136 410,11 €
974 - Réunion	6 594 183,00 €	6 594 183,00 €	3 265 601,31 €	2 577 600,00 €	688 001,31 €
975 - Saint-Pierre et Miquelon	57 046,70 €	57 046,70 €	28 523,35 €	27 900,00 €	623,35 €
TOTAL	483 841 756,91 €	482 963 681,11 €	221 694 639,25 €	183 916 300,00 €	37 778 339,25 €

* Les dépenses des CD concernés par une augmentation de tarif ont été réajustées lorsque le tarif appliqué au 1er janvier 2023 était inférieur à 23€

** Notification du 4 août 2023